



HAL
open science

Les étrangers dans la Résistance. Présentation générale

François Marcot

► **To cite this version:**

François Marcot. Les étrangers dans la Résistance. Présentation générale. Les étrangers dans la Résistance, Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon, 1992, Besançon, France. hal-04912154

HAL Id: hal-04912154

<https://hal.science/hal-04912154v1>

Submitted on 25 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

François MARCOT, « Les étrangers dans la Résistance. Présentation générale », in Philippe Joutard et François Marcot [sous la dir.], *Les étrangers dans la Résistance en France*, Besançon, Musée de la Résistance et de la Déportation, 1992, pp. 9-13.

Les étrangers dans la Résistance

Présentation générale

D'un commun accord, les membres du comité scientifique ont décidé de fixer des limites à l'exposition et aux rencontres universitaires sur "Les étrangers dans la Résistance en France". Ils en ont exclu les ressortissants de l'Empire français qui ne sont pas à proprement parler des étrangers - et dont la situation est radicalement différente - et ils ont limité l'aire géographique au territoire métropolitain, laissant donc de côté la France Libre¹, elle-même réfugiée à l'extérieur et dont les relations avec l'étranger sont de ce fait éminemment complexes. Nous avons tenu à consacrer une longue séquence à la situation des étrangers en France avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale. S'il s'agit là de l'aspect le mieux connu, grâce à des travaux très remarquables, sa mise en relation avec la Résistance nous a paru essentielle pour mesurer les contraintes et le poids des héritages mentaux qui pèsent sur les étrangers comme sur les Français eux-mêmes.

Nul ne s'étonnera que sur un sujet comme celui de la participation des étrangers à la Résistance en France, dont l'étude scientifique commence à s'ébaucher et pour lequel l'établissement des faits demeure encore lacunaire², les contributions soient de nature différente. Certaines plus factuelles, d'autres plus problématiques, elles se situent tantôt du point de vue français tantôt du point de vue étranger et se placent soit dans la perspective à court terme de la guerre soit dans une perspective à plus long terme des relations entre les étrangers et la France. La variété de ces approches fait leur richesse d'autant que certaines observations générales peuvent être dégagées.

¹ Pas complètement toutefois, puisqu'elle apparaît nécessairement dans l'article consacré aux étrangers dans l'armée française durant la Seconde Guerre mondiale.

² Les travaux essentiels sont ceux de deux colloques. Celui organisé en 1986 par l'Université de Paris 8 et l'Institut d'histoire du temps présent dont les actes sont publiés par : Karel Bartosek, René Galissot et Denis Peschanski [sous la direction de], *De l'exil à la résistance. Réfugiés et immigrés d'Europe Centrale en France 1933-1945*, Arcantère, 1989, 283 p. Celui organisé en 1991 par l'Institut d'histoire du temps présent, le Centre d'études et de documentation sur l'émigration italienne et le Centre d'histoire de l'Europe du vingtième siècle dont les pré-actes sont disponibles : Pierre Milza et Denis Peschanski [sous la direction de], *Italiens et Espagnols en France 1938-1946*, IHTP, 1991, 692 p.

L'État, les Français et les étrangers

Comment la question de la participation des étrangers à la guerre a-t-elle été résolue en 1914 et en 1939 ? Jean-Claude Allain montre que pendant la Première Guerre mondiale, la France ne fait pas beaucoup d'efforts pour faciliter l'enrôlement des étrangers dans l'armée française : c'est qu'elle ne leur accorde guère d'importance. Si la méfiance de l'étranger subsiste à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la position de l'État a évolué : il doit prendre en considération la nature différente de la guerre et sa dimension "transnationale". Le général Delmas détaille la variété des cas de figure et la spécificité des situations : Polonais et Tchécoslovaques (dont les armées sont reconstituées) ; Espagnols, Allemands, Autrichiens et "apatrides", internés puis soumis au régime des "prestations" : on se méfie d'eux mais on en a besoin. Ce n'est qu'au sein des troupes de la France Libre que les étrangers joueront un rôle décisif.

Le fait national et les intérêts diplomatiques supposés de la France priment alors sur toute autre considération, y compris l'attachement des réfugiés aux valeurs démocratiques. Ceux qui sont regroupés dans des camps d'internement et plus encore ceux qui seront livrés à l'occupant en feront l'amère expérience sous Vichy comme le montre Jacques Grandjonc qui a dénombré plus de 500 lieux d'internement en zone sud ! Sans nier le lien de filiation entre les camps de la République et ceux de Vichy, Anne Grynberg insiste sur le changement qui intervient après juillet 1940 : l'internement n'est plus une réponse à une situation d'urgence en temps de guerre, il devient un instrument au service d'une politique d'exclusion. De même, pour Patrick Weil, Vichy marque une rupture dans la politique de l'État envers les étrangers : les réfugiés politiques deviennent des victimes désignées tandis que les travailleurs étrangers sont protégés ; et surtout, abandonnant les principes républicains, Vichy mène, avec une "relative autonomie", une politique fondée sur la hiérarchie des ethnies.

Ralph Schor et Serge Berstein évoquent tous deux la poussée de xénophobie que connaît la France des années trente, avec ses permanences, sa diffusion différentielle selon les groupes sociaux et selon les nationalités, son rythme qui va s'accéléralant à partir de 1938 : aggravation et extension aux milieux modérés et de gauche. Les études consacrées aux diverses nationalités disent presque toutes que les étrangers ont eu le sentiment d'être mal accueillis par les Français. Toutefois, Pierre Milza nous invite à ne pas forcer le tableau d'une France totalement xénophobe. Il nous montre que les *fuorusciti* ont bénéficié d'une certaine tolérance des pouvoirs publics et, surtout, que la perception de la communauté italienne par les Français est suffisamment positive pour que la déclaration de guerre de Mussolini à la

France ne suscite pas de réactions populaires trop violentes : "la majorité des Français a su distinguer entre les Italiens en exil et leur gouvernement belliciste". Après la signature massive de leur engagement de fidélité à la France en juin 1940, la précocité et l'ampleur de leur participation à la Résistance française est le meilleur signe de leur volonté d'intégration.

Étrangers dans la "Résistance française", dans la "Résistance en France" ou dans la "Résistance franco-étrangère" ?

La participation des étrangers à la Résistance en France pose la question de l'horizon et des perspectives qui sont les leurs. Nous suivrons ici Pierre Laborie dans sa recherche de liens - excluant tout déterminisme - entre motivations, structures organisationnelles et formes de combat. Il nous semble que l'on peut repérer trois attitudes en fonction de deux polarités principales, ce que Denis Peschanski nomme "la tension entre l'extériorité dans la société française et le processus d'intégration en cours".

Pour certains étrangers, la résistance se déroule sur le territoire français parce qu'ils ont à s'y trouver malgré eux ; leur préoccupation n'est pas française et la libération de la France ne les concerne que dans la mesure où elle peut hâter la défaite des puissances de l'Axe et la libération de leur propre pays qui commande tout. Ces résistants se retrouveront naturellement dans des organisations spécifiques, distinctes de celles de la Résistance française et le plus souvent autonomes par rapport à elle. C'est de toute évidence le cas des républicains espagnols regroupés au sein de l'UNE et de l'AGE dont Denis Peschanski nous dit qu'ils songent d'abord à la Reconquista pour laquelle se préparent les guérilleros, farouchement indépendants ; c'est celui des Polonais du POWN dont un tract retrouvé par Janine Ponty proclame "Tout pour la Pologne, rien que pour la Pologne", c'est aussi le cas évoqué par Jean-Louis Panicacci des combattants italiens des formations Garibaldi et de la brigade de Giustizia e Libertà qui refusent toute soumission aux Français. On peut parler à leur sujet de *Résistance des étrangers en France*.

Pour d'autres étrangers, la participation à la lutte contre l'occupant prend figure de ralliement à la France. Pour eux, il ne s'agit pas simplement de résistance *en France*, mais d'une pleine adhésion à la Résistance française. Ils sont bien des *étrangers dans la Résistance française*. Ce cas est illustré de façon emblématique par les ouvriers italiens de Lorraine : Gérard Noiriél voit dans leur entrée en résistance "une occasion d'effacer ce stigmate" de n'avoir pas versé leur sang pour la France en 1914-18. Prenons garde au fait que beaucoup d'étrangers résidant en France ont appartenu à la Résistance française de la même manière et

avec les mêmes motivations que les citoyens français. Ils jugeaient l'occupation de leur territoire de vie, avec ses contraintes et ses persécutions, proprement insupportable et leur qualité d'étranger n'intervient guère dans leur engagement. Leur action obéit à des motivations plus ou moins confusément exprimées mais vécues assez fortement pour que leurs convictions propres et le jeu des circonstances les amènent à sortir de la passivité. On les retrouve, inorganisés, dans l'exercice (et le sabotage) de leur travail et dans toutes les formations de la Résistance française : réseaux d'évasion ou de renseignements, mouvements, groupes francs ou maquis, AS, FTPF ou FFI... Leur intégration même rend vain leur "isolement" à fin d'étude.

Entre ces deux extrêmes, se situent les étrangers qui conservent un double horizon, celui de la France et celui de leur pays d'origine. Ils appartiennent à ce que nous pourrions appeler la *Résistance franco-étrangère*. La référence à leur pays d'origine demeure présente dans leurs préoccupations et souvent dans leur langue. Loin d'opposer un refus à l'intégration dans la Résistance française, ils militent dans ses rangs mais tout en conservant un certain degré d'autonomie. On les retrouve dans diverses organisations, principalement au sein de la FTP-MOI, dont Roger Bourderon décrit le lien étroit et organique qui l'attache au Parti communiste français. Mais la fusion n'est jamais totale : tandis que le PCF joue un rôle "intégrationniste", la plupart des groupes nationaux tendent à développer, avec le temps, leur propension à l'autonomie. Stéphane Courtois estime que, dans la conduite de la guérilla, le parti communiste a d'abord pris en considération ses propres intérêts, au détriment parfois de la survie des groupes étrangers de la FTP-MOI. Celle-ci n'est pas la seule organisation de type franco-étranger, en relèvent aussi le réseau F2 que Janine Ponty qualifie "d'association franco-polonaise", le Comité de la Résistance tchécoslovaque en France, le Comité de l'Allemagne libre pour l'Ouest, le Front national autrichien de libération, le Front national arménien qu'évoquent Antoine Marès, Gilbert Badia, Félix Kreissler et Émile Témime.

Ce qui distingue la *Résistance franco-étrangère* de la *Résistance des étrangers en France*, c'est l'autonomie des structures et l'inversion des priorités. Pour la Résistance franco-étrangère, l'urgence à laquelle tout est subordonné est celle du combat en France ; la volonté de tout subordonner à "l'action immédiate" cimente de toute évidence l'union des étrangers et des Français dans l'ensemble FTPF/FTP-MOI. Cette priorité au combat en France, obéissant à une stratégie de libération de la France, n'est pas exclusive d'autres projets, situés dans un avenir plus lointain, et portés par les sentiments inspirés par le "double patriotisme". Ce concept (parfois contesté) correspond pourtant à un vécu, celui que traduit le texte de la MOI cité par

Annette Wieviorka : "Il faut approfondir le sentiment de double patriotisme qui existe chez la majeure partie des travailleurs immigrés en France."

La typologie proposée ne doit surtout pas être comprise en termes de classification en groupes étanches. Rolande Trempé nous rappelle que les Espagnols ont quitté, au printemps 1944, les FTP-MOI de la 35^e Brigade pour rejoindre les guérilleros : les passages d'un type à l'autre sont toujours possibles - et révélateurs d'un changement de positionnement à l'égard de la Résistance française et de la France. Par ailleurs, Gianni Perona décortique finement la diversité des situations des Italiens en France (qui évoluent dans le temps) et il attire notre attention sur le fait que les horizons et les projets ne s'excluent pas et que leur hiérarchisation est parfois aussi confuse pour les acteurs que pour les historiens.

Il faudrait réfléchir aux facteurs qui poussent les étrangers à se rallier à un type de Résistance plutôt qu'à un autre. Ce n'est pas en soi une question de nationalité, la plupart des groupes nationaux relèvent de deux ou trois types. Pour les Italiens, Jean-Louis Panicacci oppose l'attitude des militaires "en transit" sur le sol français à celle des réfugiés politiques italiens ancrés dans un antifascisme de longue date, plus disposés à se fondre au sein de la Résistance française. D'une manière plus générale, l'ancienneté de la présence en France lorsqu'elle s'accompagne d'un projet d'intégration, voire d'assimilation, prédispose naturellement au ralliement pur et simple à la Résistance française. A lire Rudy Damiani, Gérard Noiriel ou Philippe Joutard, on comprend qu'il est aussi conditionné par la perception que les Français, résistants et sympathisants, ont de chaque groupe national. L'ampleur de la participation à la Résistance française ne serait-elle pas un indicateur du degré d'intégration des étrangers ? La constitution de Résistances étrangères nationales en France semble liée à la masse de la population considérée qui confère du poids aux projets autonomes - à l'inverse tous les petits groupes se rattachent de manière privilégiée au cadre franco-étranger de la FTP-MOI. Elle dépend aussi de l'urgence et du caractère dramatique de l'enjeu du projet national, ce qui est le cas pour les Espagnols, les Italiens et les Polonais qui ont à affronter de rudes problèmes intérieurs pour recouvrer leur identité nationale et démocratique. Autre facteur à prendre en considération : l'implantation du Parti communiste français dont on ne soulignera jamais assez que, pour reprendre l'expression couramment employée, il a été un puissant vecteur d'intégration. Sa capacité d'encadrement de la main d'œuvre étrangère dans les années 30 a débouché sur l'engagement de cette dernière dans des structures françaises de la Résistance.

Il ne fallait pas moins de quatre textes pour éclairer la position des Juifs étrangers dans la Résistance. La plupart rallient les FTP-MOI et constituent parfois l'essentiel de leur

ossature comme à Paris et surtout à Lyon et à Grenoble, où Claude Collin a recensé au sein des groupes Carmagnole et Liberté deux tiers de Juifs étrangers dans la période antérieure aux combats de la Libération. On observera au passage que Renée Poznanski, Annette Wiewiorka, Lucien Lazare comme Adam Rayski situent tous, à leur manière, la résistance des Juifs étrangers dans l'histoire des Juifs de France et insistent sur le rôle de la guerre et de l'extermination dans la prise de conscience juive de la judaïté. Renée Poznanski montre que l'occupation et la Résistance ont "cristallisé" des orientations parfois préexistantes : insertion en France, retour dans le pays d'origine dans l'espoir d'y fonder une société socialiste, ou départ en Palestine pour y créer un État juif.

Les formes d'engagement des étrangers

Aucune des formes d'action de la Résistance ne leur a été inconnue, et toutes sont ici évoquées, car ce sont des combattants contre l'occupant en France avant d'être des étrangers. Deux d'entre elles nous paraissent devoir retenir l'attention.

La guérilla urbaine est sans doute l'activité des étrangers qui a le plus modifié le cours de la Résistance en France. Son importance est rappelée par les témoins comme par les historiens. Stéphane Courtois signale que, dans la région parisienne, de juillet 1942 à novembre 1943, ce sont les FTP-MOI qui entreprennent l'essentiel des actions militaires. De son côté, Claude Collin a calculé les prodigieux "taux d'activité" des FTP-MOI de Grenoble et de Lyon. L'autre apport original est celui du "Travail Allemand" et de toutes les actions de pénétration au sein des forces occupantes que décrivent Gilbert Badia pour les Allemands, Félix Kreissler pour les Autrichiens, Gianni Perona et Jean-Louis Panicacci pour les Italiens, Émile Témime pour les Arméniens, Antoine Marès pour les Tchécoslovaques et Rita Thalmann pour les femmes juives de toutes nationalités. Le panorama de leurs activités, que brosse Rita Thalmann, démontre que le rôle des femmes, à l'époque essentiel, a été méconnu par les historiens - et parfois par les résistants eux-mêmes comme le suggère Rolande Trespé. Cette importance de la participation des femmes peut s'expliquer par le caractère original de la Résistance, qui n'est pas une guerre classique d'hommes, mais un engagement de citoyens, hommes et femmes.

Quelle que soit la forme du combat des étrangers, ce qui frappe, c'est son extrême intensité dont divers facteurs peuvent rendre compte : l'expérience acquise en matière de clandestinité et de guérilla ; la répression et les persécutions dont ils sont victimes en tant qu'étrangers, résistants, et parfois communistes et juifs (plusieurs intervenants observent que

l'entrée des Juifs étrangers dans la Résistance est rythmée par les persécutions) ; le caractère dramatique de l'enjeu : survie de leur nation ou de leur peuple, justification personnelle de leur émigration. L'importance numérique des communistes, combattants les plus résolus - en tout cas, le plus précocement - accentue cette hyperactivité. Tout cela permet de comprendre le pouvoir d'attraction qu'ont eu les partis communistes nationaux et la MOI qui ont la pratique du travail avec les étrangers et qui, par leur internationalisme proclamé, sont les mieux à même d'offrir une reconnaissance du "double patriotisme".

Nous avouons ici notre scepticisme devant les considérations, parfois chiffrées, sur les proportions relatives des étrangers et des Français dans la Résistance. Que compare-t-on ? Un rapport entre un nombre de résistants et une population. Comment dénombre-t-on les résistants : les étrangers sont, nous l'avons vu, engagés dans les actions les plus spectaculaires donc les plus repérables, doit-on réduire à cela la Résistance ? Prenons l'exemple du maquis d'antifascistes allemands des Cévennes, il ne se crée et ne survit que par l'intervention de résistants français et l'aide de la population cévenole comme le montre Philippe Joutard : qui est compté comme "résistants", les seuls Allemands ou tout l'environnement français ? Enfin, quelles sont les populations de référence mises en relation avec le nombre de résistants ? Peut-on légitimement comparer un groupe d'immigrés ou de réfugiés avec la population de tout un État alors que leurs profils ne sont pas comparables : âge, sexe, expérience militante... ? Comment interpréter des chiffres aux significations si différentes ?

Résistance et intégration des étrangers

La résistance des étrangers se présente sous des formes très diverses, comme la Résistance française elle-même ; pourtant, si nous comparons la Résistance sur le sol national à celle des autres pays, nous pouvons estimer qu'elle a plutôt mieux réussi à coordonner ses entreprises et à unifier ses structures. Jean-Marie Guillon, pour le Sud-Est, qualifie la Résistance de "creuset" où sont venues se fondre les différentes nationalités.

Cette fonction de creuset se repère dans une autre perspective, celle que met en valeur Gérard Noiriél, la Résistance a pu être pour les étrangers qui souhaitaient rester en France, les Italiens de Lorraine par exemple, un puissant facteur d'intégration. Mais celle-ci n'a rien d'automatique. Comme l'observe Rudy Damiani, cette potentialité d'intégration dépend des conditions d'engagement des étrangers dans la Résistance et de la représentation que les Français se font de chaque nationalité : dans le Nord-Pas-de-Calais, la guerre facilite l'intégration des Polonais mais pas celle des Italiens. Et pour ceux qui ont dû, malgré eux,

rester en France ? Les mémoires collectives et individuelles des combats communs ont-elles été un facteur d'insertion ? Ou bien l'amertume engendrée par l'échec du retour au pays et le relatif oubli des Français a-t-elle empêché une réelle intégration ? Sans doute les deux. En quoi la guerre a-t-elle modifié l'image des étrangers ? Dans le Midi toulousain de Pierre Laborie, la représentation des Espagnols paraît tout aussi contrastée et ambivalente après la guerre qu'avant. Dans son étude de la communauté arménienne, Émile Témime montre l'ambiguïté de la notion de retour (volonté ou fantasme ?) ; la diversité des projets (de la francisation au retour en Arménie) ; et la contradiction des comportements : on peut en même temps demander sa naturalisation en France et être candidat au départ pour l'Arménie soviétique.

En définitive, la Résistance et la guerre ont probablement accéléré le processus d'intégration sans faire disparaître les ambiguïtés de sentiments et de comportements des Français comme des étrangers. Dans un domaine au moins elles marquent une rupture importante : la régression de la xénophobie, atténuée par une victoire commune et disqualifiée par la prise de conscience de l'horreur des crimes nazis. Il est vrai que la Reconstruction, forte consommatrice de main-d'œuvre, bouleverse les relations de concurrence sur le marché du travail et que les guerres coloniales fourniront aux Français d'autres boucs émissaires et des substituts plus ou moins présentables au racisme et à la xénophobie.

François Marcot

Université de Franche-Comté